

Traduction d'une communication présentée en allemand sous le titre  
 « Die Soziale Marktwirtschaft aus französischer Perspektive »  
 à un Colloque en souvenir d'Alfred Müller-Armack  
 organisé à l'Université de Leipzig en 2001  
 et reproduite dans :

**Rolf H. Hasse und Friedrun Quaas (ed.)**

**Wirtschaftsordnung und Gesellschaftskonzept**

**Verlag Paul Haupt , Bern Stuttgart Wien**

**376 S.**

**2002**

### **L'économie sociale de marché dans la perspective française**

L'expression « économie sociale de marché » est en France relativement bien connue, au moins dans les milieux cultivés de la population, non pas, il est vrai, en rapport avec la conception théorique de Müller-Armack dont il est ici principalement question, mais comme appellation officielle du système économique et social allemand ( ordre concurrentiel, politique de stabilité et partenariat social ). Cette notoriété s'explique essentiellement, si l'on fait abstraction de l'intérêt assez général des Français pour les affaires du pays voisin et ami le plus important de la France, par le fait que des titres officiels de ce type sont assez rares et que le modèle allemand est le seul qui se soit perpétué depuis une cinquantaine d'années. Tandis que les modèles, également nés immédiatement après la guerre, de la France ( planification indicative ) ou de la Suède ( Etat-Providence ) ont disparu progressivement et que par la suite les expériences très célèbres de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis ( « Thatcherism » et « Reaganomics » ) n'ont duré qu'une dizaine d'années, l'Allemagne s'est référée de manière ininterrompue à son modèle et lui a ainsi conféré une réputation internationale exceptionnelle et durable. Cette rare longévité tient-elle aux principes clairs et fermes de la conception, en dépit de toutes les déviations occasionnelles, ou tout simplement au caractère synthétique et très attractif d'un excellent slogan? Difficile d'en décider, mais quoiqu'il en soit, il est un fait qu'en France au moins, l'économie sociale de marché est reconnue comme un modèle original de système économique et social et même considérée à l'heure actuelle comme la seule alternative au capitalisme anglo-saxon.

A vrai dire, ce n'était pas toujours le cas. La considération et l'appréciation de l'économie sociale de marché se sont en effet fortement modifiées en France au cours du temps, avec le développement économique du pays et avant tout avec l'intégration européenne. Au début, dans les années 50, lorsque les Français croyaient encore fermement à leur propre modèle, c'est l'incompréhension et la critique du modèle allemand qui dominaient dans l'opinion. La conception française s'opposait alors radicalement à l'allemande : planification globale et dirigisme sectoriel au lieu de marché libre et système concurrentiel, garantie keynésienne de plein-emploi au lieu de priorité de la stabilité des prix, nationalisations au lieu de privatisations, action concertée au lieu d'autonomie tarifaire. Les Français ne parvenaient tout simplement pas à comprendre comment les Allemands pouvaient, en dépit des leçons de la

grande crise mondiale des années 30 et de leurs propres expériences de politique économique durant cette période, recourir à nouveau aux recettes apparemment définitivement dépassées du libéralisme économique et, lorsqu'il fallut se rendre à l'évidence en constatant le fameux miracle économique allemand, ils s'efforcèrent d'expliquer celui-ci non pas par les forces de l'économie de marché mais par d'autres facteurs tels que l'aide du Plan Marshall, la puissance industrielle traditionnelle, la planification discrète du système bancaire, etc. L'économie sociale de marché leur apparaissait alors comme un slogan politique très efficace plutôt que comme une réalité économique.

Avec la libéralisation de l'économie française et surtout avec les débuts de l'intégration européenne dans les années 60, une meilleure appréciation de l'économie de marché et partiellement aussi du modèle allemand s'imposa progressivement. Ainsi surgit peu à peu l'idée qu'un système économique optimal pourrait être obtenu par la synthèse entre la conception allemande des règles microéconomiques de la concurrence et de la conception française de la direction macroéconomique de l'Etat. Dans un premier temps, l'opposition déterminée de Ludwig Erhard et d'Alfred Müller-Armack en empêcha la réalisation au sein de la jeune Communauté économique européenne, mais, après le changement politique intervenu en 1966 et l'évolution des conceptions de la politique économique en Allemagne sous l'influence du nouveau ministre de l'économie Karl Schiller (loi d'inspiration keynésienne de promotion de la stabilité et de la croissance, planification financière à moyen terme des collectivités publiques, action concertée des partenaires sociaux avec l'Etat), le souhait de la France sembla très près de se réaliser. Vers la fin des années 60, la Communauté économique européenne adopta dans cette perspective une programmation commune des politiques économiques nationales et, dans le premier projet d'union économique et monétaire établi à cette époque, on envisagea même, sur proposition allemande, un gouvernement économique européen.

Mais cette convergence croissante des conceptions économiques de l'Allemagne et de la France fut brutalement et définitivement interrompue par la nouvelle crise économique mondiale à partir du milieu des années 70. Une fois que les recettes keynésiennes et dirigistes (relance globale de la demande et planification sectorielle de l'investissement) eurent totalement échoué dans la lutte contre la stagflation et le chômage, la France se décida à son tour, après la Grande-Bretagne (Thatcher 1979), les Etats-Unis (Reagan 1980) et l'Allemagne (Kohl 1982), à s'engager pleinement dans la voie de l'économie de marché. La rupture dans la politique économique eut lieu dès 1983 avec l'adoption de la politique de désinflation compétitive à l'initiative de Jacques Delors et la réforme économique en 1986 avec les mesures massives de privatisation et de libéralisation d'Edouard Balladur. Avec la réalisation du grand marché intérieur (Acte unique européen 1987) et surtout avec l'Union économique et monétaire (traité de Maastricht 1992), c'est toute la composante économique de l'économie sociale de marché (principe de marchés libres et ouverts, primauté de la politique de concurrence, indépendance de la Banque centrale, priorité de la stabilité des prix, discipline de la politique budgétaire) qui fut transférée et officialisée à l'échelle de l'Union Européenne et donc aussi introduite et adoptée en France. En-dehors de la politique agricole commune et de la politique d'aide au développement d'inspiration française mais progressivement amendées, l'ancienne conception française ne subsiste à présent au niveau européen que sous la forme de quelques dispositions subsidiaires dans les domaines de la recherche, de l'industrie et de l'emploi, chaque pays conservant par ailleurs les éléments spécifiques de son système social.

Au terme de la cinquantaine d'années qui ont suivi la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, je crois qu'on peut dire que le modèle allemand de l'économie de marché est aujourd'hui assez bien implanté en France et au moins implicitement approuvé par une majorité d'économistes. Il y a cependant toujours une minorité contestataire ou, plus précisément, deux orientations critiques. D'une part, on trouve toujours encore des partisans socialistes de l'ancienne conception qui redonnent fortement de la voix lors des récessions et de situations économiques difficiles et qui réclament alors des mesures keynésiennes de relance ou des mesures dirigistes de conservation. D'autre part, on rencontre également à présent des adeptes assez nombreux du modèle américain ou de ce qu'on appelle le modèle anglo-saxon par opposition au modèle rhénan et qui s'engagent donc en faveur d'une compétition plus libre ( moins de contraintes, comme le demande l'école de Chicago ), une politique monétaire plus active ( à l'image de celle de la Banque centrale américaine ) et un système social plus libéral ( avant tout un marché du travail plus flexible ). Cette critique capitaliste de l'économie sociale de marché est évidemment favorisée à l'heure actuelle par la comparaison entre les excellentes performances de l'économie américaine au cours des dernières années et le dynamisme économique déclinant ainsi que le chômage persistant de la zone euro et spécialement de l'Allemagne.

On doit en effet constater que l'ancien élève modèle de la classe européenne est depuis quelque temps très loin de rééditer ses succès d'antan et souffre même de problèmes plus graves que ceux de la plupart des autres pays européens et pesant lourdement en particulier sur la croissance et l'emploi de toute la zone euro. Dans ces conditions, beaucoup s'interrogent en France à l'heure actuelle : cette défaillance n'est-elle que passagère, en raison notamment des charges exceptionnelles de la réunification et de la stagnation économique mondiale qui affecte particulièrement un pays aussi dépendant de l'exportation, ou bien n'a-t-elle pas des causes plus profondes comme la disparition de l'ancien avantage comparatif de la politique de stabilité allemande depuis son extension à l'ensemble des pays européens ou, pire encore, l'absence persistante de réformes et une sclérose progressive du système économique et social allemand. Quoiqu'il en soit, le fait est qu'après un point culminant de l'appréciation de ce modèle à la fin du siècle précédent, des doutes sont à nouveau apparus. Mais simultanément, compte tenu de l'expérience, l'espoir subsiste de voir l'Allemagne se montrer à la hauteur de son leadership économique en engageant un réel effort de rénovation de l'économie sociale de marché. Dans cette perspective, un retour aux sources de cette conception chez Müller-Armack et chez les autres fondateurs de l'économie sociale de marché serait probablement très utile.